

Bayrou engage la responsabilité de son gouvernement : fin de partie ?

écrit par Jacques Guillemain | 27 août 2025



Jugeant la situation budgétaire de la France gravissime

et urgente, Bayrou a décidé, en accord avec Emmanuel Macron, de ne pas attendre la rentrée parlementaire du 23 septembre et de convoquer le Parlement en session extraordinaire dès le 8 septembre, pour **solliciter un vote de confiance de l'Assemblée.**

Son discours a duré environ 40 minutes devant un parterre de ministres et de journalistes, avant la séance des questions de la presse.

Le Premier ministre n'a pas repris l'ensemble de son programme visant à **réaliser 44 milliards d'économies sur 1720 milliards de dépenses budgétaires.** L'heure est avant tout à la prise de conscience de la nation, les responsables politiques comme les citoyens, sur la gravité de la situation, qui va mener au chaos tel que d'autres pays l'ont connu, si rien n'est fait.

Nous sommes à un moment décisif de notre histoire, alors que les convulsions du monde sont innombrables : guerres en Ukraine et au Moyen-Orient, guerre commerciale avec les États-Unis et la Chine, crise énergétique, réchauffement climatique mettent à mal une Europe divisée qui représente un immense marché de 450 millions de consommateurs.

La France, qui sait tout faire et maîtrise toutes les technologies de très haut niveau, subit un déclassement sans précédent dans le quotidien des citoyens. L'école s'effondre, 19 % des jeunes sont au chômage alors que les entreprises et les artisans manquent de main d'oeuvre. Il est impératif de réindustrialiser.

Mais le danger immédiat, c'est le surendettement. En 20 ans, la dette a augmenté de 2000 milliards, soit 12 milliards de plus par jour.

Les crises, 2008, Gilets jaunes, Covid, guerre en Ukraine, crise énergétique, droits de douane,

n'expliquent pas tout. Notre accoutumance à l'emprunt est chronique et nous entretenons une mauvaise dette qui finance les dépenses courantes au détriment des investissements productifs.

En 2025, la charge de la dette est devenue le premier budget de l'État. 60 milliards en 2024, 66 en 2025, 75 en 2026 et 107 milliards en 2029 si on poursuit sur cette pente.

Or, notre PIB augmente de 50 milliards par an, en cumulant croissance + inflation.

C'est intenable. Et si nous devenons moins solvables, les taux d'emprunt augmentent, ce qui ralentit la consommation des particuliers, donc la croissance.

La dette excessive, c'est une perte de liberté et de souveraineté, toujours sanctionnée par les marchés. C'est ce qu'ont connu les pays passés sous contrôle du FMI. Baisse des retraites de 30 %, baisse des salaires des fonctionnaires de 15 %, etc.

Au Royaume-Uni, le gouvernement de Liz Truss a été renversé au bout de six semaines pour avoir proposé un programme de baisse massive des impôts, compensée par l'emprunt. Les marchés ont jugé l'exercice impossible.

La France n'y échappera pas si nous n'agissons pas. Il y a urgence pour baisser les dépenses et augmenter la production.

Le but est de ramener notre déficit à 3 % en 2029, au lieu de 5,4 % cette année.

Ce qui est déplorable, c'est que certains veulent transformer le débat en chaos. **L'appel à bloquer le pays le 10 septembre en réclamant une grève générale est irresponsable. Mélenchon veut la révolution.**

« Félicitations » en passant, à Sandrine Rousseau qui crache sur les agriculteurs, qui sont un modèle de courage et de travail pour le pays.

Le pays n'a pas pris conscience du danger. Il est temps de clarifier la situation.

- oui, le surendettement est une menace gravissime
- oui, il y a urgence à agir
- oui, on peut redresser la barre en quatre ans

C'est pourquoi nous allons convoquer le Parlement en session extraordinaire dès le 8 septembre.

« J'engagerai la responsabilité de mon gouvernement et solliciterai un vote de confiance de l'Assemblée »

Si nous sommes d'accord sur l'urgence et la gravité de la situation, et seulement à ce moment-là, alors les débats pourront commencer avec les partenaires sociaux et le Parlement. S'il n'y a pas d'accord au niveau national, il sera inutile de débattre.

Gouvernement et Parlement doivent prendre leurs responsabilités.

Enfin, il va de soi que chaque mesure proposée sera débattue.

Proposition, débat, adoption. C'est la démocratie.

Personnellement, j'ai trouvé ce discours parfaitement adapté à la gravité et à l'urgence de la situation catastrophique de la France, au bord de la faillite.

Évidemment, il n'était pas question des mesures elles-

mêmes, qui méritent débat. Celui-ci sera pour plus tard si ce gouvernement n'est pas renversé.

Bayrou a voulu dissocier son projet en deux temps.

– Y a-t-il urgence face à une situation gravissime ? Oui ou non ?

– Si oui, on continue, sinon, c'est fin de partie

Tout va donc se jouer le 8 septembre.

Les partis politiques vont-ils le débrancher en le censurant ? Le peuple va-t-il se révolter en enfilant de nouveau son gilet jaune ? C'est ce qui rend Macron fébrile.

Bayrou préfère remettre son poste en jeu, bien décidé à partir si la confiance fait défaut.

Ce que je déplore dans son programme d'économies de 44 milliards, c'est l'absence de mesures concrètes sur le coût de l'immigration et l'ampleur de la fraude sociale.

En neuf mois, il était possible d'agir sur ces deux postes éminemment ruineux.

Depuis un an, la France paie au prix fort la décision irresponsable de Macron de dissoudre l'Assemblée. Irrité par la victoire du RN aux élections européennes, notre machiavélique Président a cru pouvoir reprendre la main en donnant une leçon au peuple français qui a sanctionné sa politique désastreuse. Totalemment ruinée, la France est à l'arrêt.

Un grand patron familial de l'Élysée aurait demandé au président de la République : « Ça va, pas trop dures, ces journées ? ». Ce à quoi le chef de l'État aurait répondu : « **Mais pas du tout ! Je prépare ça depuis des semaines, et je suis ravi. Je leur ai balancé ma grenade**

dégoupillée dans les jambes. Maintenant on va voir comment ils s'en sortent. »

Mais notre fanfaron, toujours ravi de ses inepties, a perdu son pari. Il n'a plus de majorité. La France continue de s'enfoncer dans les dettes et la violence, tel un navire sans capitaine.

Macron est un président angoissé, dont la survie à l'Élysée dépend de celle de son Premier ministre à Matignon. Il sait que son quinquennat peut très bien s'achever dans une révolte dévastatrice, dont le peuple français a le secret.

Dans ce contexte peu reluisant dont il est responsable à 100 %, Macron mise sur Bayrou pour sauver les meubles en appelant les Français et les partis politiques à la raison.

Du côté de la gauche, les carottes sont cuites. Mélenchon et ses supplétifs du PS et des Verts sont décidés à renverser Bayrou. Ils ne voteront pas la confiance.

Et on apprend que le RN suit le même chemin.

Marine refuse la suppression des jours fériés comme 75 % des Français et s'oppose à toute augmentation de la fiscalité dans le pays le plus écrasé d'impôts de l'OCDE.

En revanche, elle déplore qu'aucune mesure d'économie ne s'attaque à la ruineuse immigration de masse et à la gigantesque fraude sociale. Elle a raison.

François Bayrou a ainsi annoncé une « année blanche » pour 2026, c'est-à-dire la reconduction à l'identique des dépenses publiques de 2025, dont les prestations sociales, les retraites et le barème de l'impôt sur le

revenu, d'une année sur l'autre sans tenir compte de l'inflation. Seule l'armée échappe à cette mesure, ainsi que la charge de la dette qui ne dépend pas de Bercy.

Bayrou nous rappelle qu'avec 57 % de dépenses publiques pour 50 % de recettes, la France est au bord de la falaise. Ce n'est pas nouveau, mais **avec Macron, la dette a dépassé les 3400 milliards et cela continue.**

Mais ce bilan désastreux, les Français le connaissent et en reportent la faute sur les politiques cigale menées depuis trop longtemps. Pas question de payer l'addition pour des dirigeants irresponsables qui vivent depuis 40 ans sur le dos du contribuable, sans tenir le moindre compte des souhaits du peuple. Ce ne sont que des bonimenteurs qui ne s'occupent que de leur carrière.

Plus le peuple paie, plus tout empire. Dette, immigration, insécurité, école, santé, transports, agriculture, industrie, dans tous les domaines, c'est le grand déclassement. Où va l'argent ? **Pourquoi les élus ne sont ni responsables, ni coupables ?**

Le 10 septembre, Mélenchon appelle au blocage du pays et attend que les syndicats lancent un appel à la grève généralisée. Ceux-ci n'ont pas encore tranché la question, peu enclins à se soumettre aux désirs de LFI. Nous verrons.

Car la nouvelle donne, c'est le 8 septembre, Bayrou ayant sans doute voulu savonner la planche à Mélenchon, qui rêve de sa VIe République depuis des années.

En fait nous risquons une démission du gouvernement le 8 septembre et un blocage du pays le 10. Vaste programme !

Jacques Guillemain

ripostelaique.com